

**Séance ordinaire du
jeudi 21 décembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt et un décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Christian DUMONT, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

**Création d'un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à
procédure adapté (accord cadre à bons de commande) pour des ' Prestations
d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la
ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole '**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la Ville centre, Montpellier.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de prise en charge du handicap, notamment pour l'accessibilité des personnes malentendantes.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé une direction des Ressources Humaines mutualisée.

Cette évolution s'inscrit dans la démarche de convergence des organisations et des services actuellement mise en œuvre entre les deux structures.

Dans cette optique de mutualisation et de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que cette direction n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir dans le cas où un traducteur en langue des signes serait nécessaire.

Ce besoin peut en effet concerner :

- Des agents en situation de handicap qui travaillent pour la Ville et pour la Métropole.
- La tenue de manifestations mutualisées ou non
- Les conseils municipaux et métropolitains pour chacune des structures.

Il est donc envisagé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à procédure adaptée (accord cadre à bons de commande) pour des « Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Ce marché est conclu avec un minimum total annuel de 8000 € H.T. et un maximum annuel de 80 000 € H.T. réparti comme suit, pour chacun des membres du groupement :

Ville de Montpellier : minimum : 5000€ H.T. maximum : 60 000 € H.T.

Montpellier Méditerranée Métropole : minimum : 3000€ H.T. maximum : 20 000 € H.T.

Il sera conclu pour une durée d'un an.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, seront chargées, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché à procédure adaptée (accord cadre à bons de commande) pour des « Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville au chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Maire, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à signer la convention constitutive de groupement de commandes, à souscrire et à signer le(s) marché(s) à intervenir avec le(s) candidat(s) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de(s) présent(s) marché(s), y compris, le cas échéant, leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 22 décembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de groupement de commandes LSF

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171221-20228-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 28/12/17
Réception en Préfecture : 28/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.